

Le Pêché originel de François Hollande

Par Renaud Dély

Publié le 30-04-2014 à 15h39

Depuis son élection, le président n'a pas osé s'ouvrir au centre pour se doter d'une majorité soutenant sa politique. Peut-il encore changer la donne ?



François Hollande réparera-t-il un jour le Pêché originel qui plombe son quinquennat ? En a-t-il encore le courage, ou tout simplement le temps ? Au lendemain de **la victoire à la Pyrrhus de Manuel Valls à l'Assemblée nationale** (<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140430.OBS5604/plan-d-economies-manuel-valls-a-gagne-sur-le-fil.html>), la question se pose avec un peu plus d'insistance. Ce boulet qu'il traîne depuis le lendemain de son élection peut se résumer d'une formule : le chef de l'Etat ne fait pas la politique de la majorité qui l'a élu au second tour de l'élection présidentielle, et il se refuse, pour l'heure, à dessiner les contours de la nouvelle majorité qui pourrait la soutenir.

Certes, au printemps 2012, le candidat Hollande portait déjà un discours d'obédience social-démocrate qui mettait l'accent sur la nécessaire réduction des déficits. Pour autant, c'est bien une majorité d'électeurs issus de toutes les tendances de la gauche qui l'a fait entrer à l'Elysée le 6 mai 2012 comme elle lui a offert une majorité à l'Assemblée nationale six semaines plus tard. En refusant d'emblée d'accorder sa confiance au gouvernement Ayrault, Jean-Luc Mélenchon avait offert au nouveau Président une première occasion de s'offrir une majorité à sa main.

D'autant que de l'autre côté de l'échiquier politique, François Bayrou lui avait apporté son soutien pour battre Nicolas Sarkozy. En sauvant le président du MoDem lors des législatives de juin 2012, François Hollande aurait pu esquisser un rapprochement entre le versant social-démocrate du PS et les centristes, première marche vers la constitution d'une majorité cohérente susceptible de soutenir un véritable programme de réduction de la dépense publique et de réduction des déficits.

Le chef de l'Etat a fait l'inverse. Il a laissé se noyer François Bayrou, renvoyant ainsi le centre droit dans les bras d'une UMP radicalisée. Et pour essayer de ménager une majorité de gauche qui ne se reconnaissait déjà pas dans la timide politique sociale du gouvernement Ayrault, il s'est refusé à assumer clairement la politique d'efforts et de sacrifices à laquelle il ne se résout qu'avec deux ans de retard.

Et si les parlementaires osaient s'affranchir des consignes ?

Dos au mur, François Hollande n'a plus le choix. Au lendemain de la débâcle des municipales, il s'efforce de faire avaler à des troupes rebelles une potion amère dont elles ne veulent pas en se cachant derrière les accents martiaux d'un Premier ministre churchillien. Qu'**une quarantaine de députés socialistes se révoltent**

(<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20140429.OBS5598/plan-de-stabilite-qui-a-vote-pour-qui-a-vote-contre-qui-s-est-abstenu.html>) est à la fois légitime et sain. Il faut croire leur cri du cœur lorsqu'ils refusent de cautionner des choix politiques qu'ils combattent.

De même, qu'une vingtaine de députés UDI et UMP s'émancipent en s'abstenant voire, pour quatre d'entre eux, en approuvant le plan d'économies de 50 milliards d'euros est un autre indice d'espoir.

Si, à gauche comme à droite, les parlementaires osaient s'affranchir des consignes de leur camp pour voter selon leurs convictions, le paysage politique se redessinerait rapidement.

Les parlementaires de la gauche du PS, comme Henri Emmanuelli, Jérôme Guedj ou Marie-Noëlle Lienemann, ont aujourd'hui plus de points communs en matière de choix de politique économique, sociale et monétaire avec Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon qu'avec **Manuel Valls**

(<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/manuel-valls>). De même, François Bayrou ou Yves Jégo ont-ils désormais plus d'atomes crochus avec le social-libéralisme du Premier ministre qu'avec le colberto-souverainisme d'Henri Guaino ou le buissonisme de Jean-François Copé.

La dernière planche de salut de Hollande

Seule la conjugaison de considérations électoralistes et carriéristes largement partagées d'une part, et du corset du mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours d'autre part, expliquent la persistance de ces frontières obsolètes. La cohérence idéologique et l'honnêteté intellectuelle devraient au contraire accoucher de trois nouveaux blocs homogènes : l'un, situé à la gauche de la gauche, mêlerait PCF, Parti de gauche, une frange des Verts et l'aile gauche du PS ; l'autre, à l'autre bout du spectre, serait issu du rapprochement de la frange radicalisée de l'UMP et de l'aile "marinisée" du FN ; un troisième enfin, au centre, aurait vocation à s'imposer durablement comme une force de gouvernement crédible et cohérente en rassemblant sociaux-démocrates du **PS** (**<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/parti-socialiste>**), écologistes libéraux et centre-droit issu de l'UDI et d'une frange de l'UMP (**<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/ump>**).

En phase avec les vrais clivages qui structurent aujourd'hui le débat public sur la mondialisation, l'Europe ou la politique sociale, cette nouvelle majorité de type "France Unie" est sans doute la dernière planche de salut de François Hollande s'il prétend sauver sa peau de Président en 2017.

Encore faudra-t-il avoir l'audace de l'inventer, de l'imposer et de l'incarner.

François Hollande (**<http://tempsreel.nouvelobs.com/tag/francois-hollande>**) en aura-t-il seulement le courage, et le temps ?

Sur le web: Vote du plan d'économies: "Un revers pour Valls et Hollande", selon

